

Les couleurs du pouvoir

«**U**n avenir à nos couleurs». C'était le thème choisi par l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) pour célébrer, en août dernier, 20 ans d'existence et de travail. Un millier de déléguées de 600 cercles (réunissant 30 000 membres) ont confié un second mandat d'un an à leur présidente, Louise Coulombe-Joly. Cette «vieille» militante – elle est membre du comité exécutif provincial depuis sept ans – présidera un organisme dont les structures ont été assouplies et actualisées, et veillera à la concrétisation de la priorité d'action retenue par les déléguées: la formation des femmes et des filles.

Les dossiers «reconnaissance des acquis» et «formation des filles» feront l'objet d'une attention particulière au cours des prochains mois. Afin de sensibiliser les jeunes filles à la nécessité de conquérir leur autonomie financière, on les rejoindra là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans les écoles secondaires et les cégeps, par le biais d'activités et de conférences.

En 20 ans, les Québécoises ont changé. Les structures internes de l'AFEAS ont été révisées pour répondre plus adéquatement aux réalités et aux aspirations des femmes de maintenant. Dépoussiérées, assouplies, les nouvelles structures permettent plus d'autonomie aux cercles membres. On a également prévu une nouvelle formule d'adhésion qui permettra aux femmes qui le désirent d'appuyer le mouvement et d'être informées de ses actions sans devoir être membres d'un cercle.

Certaines que cette AFEAS «rajeunie» séduirait un nombre grandissant de Québécoises, les déléguées au congrès ont confié à la comédienne Louise Dussault la présidence d'une campagne intensive de recrutement prévue pour le mois de septembre.

Réforme des structures, dossier formation... Le programme était déjà chargé. L'AFEAS aurait pu s'en tenir là. Elle va plus loin. Le 31 octobre, elle lancera un *Carrefour sur l'accès des femmes au pouvoir politique*. On connaissait surtout cet organisme comme le champion, depuis 1975, de la cause des femmes collaboratrices et des femmes au foyer. Nouveau, ce thème du pouvoir? «En réalité, explique Michelle Ouellet, une organisatrice du Carrefour, nous avons commencé à aborder ce sujet vers 1978-79. L'AFEAS s'est surtout fait connaître par les deux grands dossiers que vous mentionnez, mais ils ne sont pas les



Louise Coulombe-Joly

seuls que nous ayons abordés au cours de ces 20 ans. Nous avons notamment formulé des revendications concernant le monde du travail. Chaque mois, ou chaque deux mois, nous avons un sujet à l'étude, sur lequel se penchent nos 600 groupes. Et à chacun de nos congrès principaux, nous choisissons un thème de recherche-action sur lequel nous travaillons ensuite durant cinq ans. Nos sujets d'étude mensuels sont parfois reliés à ce thème principal, mais pas toujours. Par exemple, nous étudions actuellement des dossiers sur la reconnaissance des acquis, sur la fiscalité, sur la formation des filles, etc. De plus, chaque année, nous avons une priorité d'action reliée à l'un de nos sujets quinquennaux ou men-

RETOUR AUX AIGUILLES À TRICOTER? – Depuis deux ans, la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) a réduit la tarification de l'acte d'avortement de près de 50%. C'est le seul acte médical qui n'ait pas droit au tarif supplémentaire accordé pour la pratique privée, obligeant les cliniques à exiger des femmes des montants variant de 200\$ à 800\$. De telles politiques découragent la mise sur pied de nouveaux services d'avortement hors réseau et mettent en péril ceux qui existent déjà dans les centres de santé des femmes. Le Regroupement des centres de santé des femmes du Québec demande donc à la RAMQ d'établir une tarification adéquate afin de rendre l'avortement accessible à toutes, gratuitement et sur demande.

DISCRÈTE, LA MINISTRE – Quant au plan d'action gouvernemental en matière de condition féminine (86-87) dévoilé en mai dernier par la ministre déléguée à la Condition féminine, Monique Gagnon-Tremblay, il ne souffle mot de l'avortement, ni de la fiscalité, d'ailleurs. La ministre poursuit en octobre sa tournée des groupes de femmes au Québec... pour y parler rentabilité!

CONDAMNÉES À L'ILLÉGALITÉ – Les femmes de l'Île-du-Prince Édouard ont perdu, en juin, leur dernière chance d'avoir accès à l'avortement légal, à la suite de la dissolution du dernier comité d'avortement thérapeutique de leur province. Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme s'inquiète de cette tendance alarmante vers une plus grande restriction de l'avortement thérapeutique au Canada. Dès 1973, le CCCSF réclamait que l'avortement soit retiré du Code criminel canadien. En 1983, il recommandait la création d'un réseau de cliniques d'hygiène de la reproduction subventionnées et indépendantes pour assurer le plein accès à l'avortement dans toutes les régions du pays.

DIVORCE: YES, SÉPARATION DES BIENS: OUF! – Au Québec, en 1986, 50% des femmes sont toujours mariées en séparation de biens. L'entrée en vigueur cet été de la nouvelle loi sur le divorce ayant fait tripler le nombre d'actions en divorce, le groupe Projet-partage réclame du ministre québécois de la Justice le dépôt, dès l'automne, d'un projet de loi modifiant le Code civil. La réforme exigée prévoirait automatiquement, à la dissolution du mariage, le partage à parts égales des biens familiaux (résidences principale et secondaire, voiture, meubles, fonds de pension, etc.) entre les conjoint-e-s marié-e-s, peu importe le régime matrimonial. Cinquante-cinq groupes de femmes, dont la Fédération des femmes du Québec, l'Association des

suels. Ainsi, nous travaillons cette année sur des modalités d'intégration des travailleuses au foyer au Régime de rentes du Québec.»

Pourquoi ajouter ce Carrefour à une liste déjà imposante de sujets d'étude? «Parce qu'il répond à une demande, dit Michelle Ouellet. Non seulement de nos membres, mais de beaucoup de femmes de plus en plus intéressées à accéder aux rôles de pouvoir. Il faut donc donner des outils à celles qui veulent se lancer en politique, à n'importe quel niveau: commissions scolaires, municipalités, gouvernements.»

Le Carrefour, dit «d'exploration», s'articule en deux journées autour de conférences-échanges données par des femmes politiques, dont Pauline Marois et Claire Kirkland-Casgrain (qui fait le discours d'ouverture), et de toute une série d'ateliers. Ces derniers traitent de questions touchant spécialement les femmes: étapes préparatoires à l'implication politique, impact sur la vie familiale, sociale et professionnelle; comment vivre le pouvoir; l'échec politique; la solitude des femmes au pouvoir. Ils abordent des questions très pratiques comme le militantisme en vue du pouvoir, le jeu des appuis dans les partis politiques, le financement, la spécificité féminine versus la ligne des partis, l'avenir des femmes en politique.

Le Carrefour s'adresse surtout à des femmes intéressées à s'impliquer à divers

niveaux de pouvoir. «Nous voulons, explique Mme Ouellet, répondre aussi bien aux problèmes concrets pouvant se présenter dans leur cheminement qu'aux aspects les plus idéologiques ou sensibles.» Tous ces ateliers comptent donc sur la présence de femmes qui font ou ont fait l'expérience du pouvoir: Monique Bégin, Suzanne Blais-Grenier, Francine Lalonde, Louise Harel, Lucie Pépin, Céline Hervieux-Payette, Solange Chaput-Rolland, Marcelle Trépanier... «Elles sont là pour faire part de leur expérience, pour répondre aux questions que les femmes peuvent se poser.»

Deux outils complémentaires au Carrefour ont été préparés par l'AFEAS: une brochure, parue dès avril, *Le Pouvoir politique: une réalité quotidienne*, et en octobre, une trousse d'information sur le cheminement des femmes dans les partis politiques.

Depuis 20 ans, l'AFEAS a travaillé à mieux informer les femmes de leurs droits et les a incitées à revendiquer une meilleure reconnaissance sociale et économique de leur travail. Aujourd'hui, elle les invite à investir les lieux de pouvoir. Afin que les décisions politiques qui les concernent ne soient plus prises sans elles.

GLORIA ESCOMEL

femmes collaboratrices, la Fédération des associations des familles monoparentales et le Centre des femmes appuient cette démarche. Pour informations: Miriam Grassby, 1010, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 921, Montréal H3B 3R7. Tél. : (514) 879-1100.

AU PAYS DE G. GRÉGOIRE – Fort de ses trois victoires à la Régie des permis d'alcool du Québec, qui n'a pas autorisé la tenue de spectacles à caractère «érotique» aux bars de Saint-Flavien, de Sainte-Croix et de Val-Alain, le Comité des femmes de Lotbinière poursuit cet automne ses actions contre la pornographie. Un dossier, incluant un projet de réglementation sur les spectacles et la marchandise à caractère «érotique», sera présenté à toutes les municipalités de la région. Un comité d'action permanent sera créé et une campagne publique de sensibilisation aux aspects socio-culturels de la pornographie sera organisée. Près du quart des répondantes à une enquête sur la situation des femmes de Lotbinière admettaient avoir déjà subi des gestes de violence, surtout en milieu familial. Et certaines d'entre elles voyaient des liens entre la pornographie et la violence.

DIAGNOSTIC

DES PETITS LIVRES QUI EN DISENT LONG...

1
**Laurent Laplante
LE SUICIDE**

Comment parler du suicide? En sociologue? En psychanalyste? En philosophe? En moraliste? Nul ne l'emporte. Laurent Laplante, lui, agit en journaliste. Il veut savoir si les chières du suicide sont flabies. Si tel suicidé voulait se tuer. Si par-rachutistes, plongeurs, alcooliques et fumeurs cherchent un suicide en différé. Surtout, Laurent Laplante demande qui a le droit de se mêler du suicide de l'autre. Des questions, un grand respect de la vie, un respect plus viv encore des vivants.

126 pages

2
**Jacques Dufresne
LA REPRODUCTION
HUMAINE
INDUSTRIALISÉE**

Une révolution biologique est en train de s'opérer à partir des laboratoires de médecine vétérinaire. Il y a un peu plus d'un an, on fabriquaient en laboratoire seize jumeaux véritables à partir d'un embryon de vache Holstein; on vient d'atteindre le chiffre de cent. Pour l'instant... L'application de ces nouvelles techniques de reproduction, de l'animal à l'homme, pose de manière tragique le problème de l'avenir de l'humanité: jusqu'où peut-on aller sur la voie de l'eugénisme? Jacques Dufresne estime qu'il faut s'imposer une limite.

126 pages

3
**Gérald LeBlanc
L'ÉCOLE
DES ÉCOLES
MON ÉCOLE**

Longtemps ignorée au profit des luttes de pouvoir des adultes, l'école des enfants refait surface. On l'accuse de tous les maux. Nos enfants ne savent plus écrire ni compter. Les polyvalentes sont dévaluées des maisons de fous... Avant de passer au grand redressement national, Gérald LeBlanc nous invite à ne pas escamoter la nécessaire étape du diagnostic lucide. Le temps est venu de passer de l'école abstraite aux écoles réelles, celles des enseignants et des étudiants du Québec.

110 pages

4
**Jean Blouin
LE LIBRE
ÉCHANGE**

Le débat sur le libre échange bat son plein depuis maintenant plusieurs mois. Hommes politiques et spécialistes, qu'ils soient partisans ou adversaires du libre-échange, se renvoient la balle, le plus souvent au-dessus de nos têtes. De quel s'agit-il au juste? Quels sont les véritables enjeux? Quel est le têtard des États-Unis, du Canada, et plus particulièrement du Québec? Jean Blouin tente de dégager les lignes de fond de ce débat. Il veut nous aider à comprendre et à cerner un problème qui, d'une façon ou d'une autre, risque de nous affecter dans notre quotidien, pour ne pas dire dans notre destin individuel et collectif, pour longtemps.

126 pages

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE
14, RUE HALDIMAND, QUÉBEC, G1R 4N4 ☎ (418) 643-4695

7,95 \$